



Interview de François Villeroy de Galhau,

Gouverneur de la Banque de France,

France Info

Paris, 15 juillet 2021

**« Le principal frein à la reprise ne sera ni le variant, ni les difficultés
d’approvisionnement temporaires, mais les difficultés de recrutement des
entreprises »**

Contact presse : Mark Deen (mark.deen@banque-france.fr), Déborah Guedj
(deborah.guedj@banque-france.fr)

LORRAIN SENECHAL

Bonjour François VILLEROY de GALHAU.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Bonjour Lorrain SENECHAL.

LORRAIN SENECHAL

Gouverneur de la Banque de France. 6 % de croissance, c'est désormais l'objectif ambitieux du gouvernement lui-même. Est-ce que c'est toujours réaliste avec le variant Delta ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je crois que oui. Nous disons à la Banque de France, de façon indépendante, 5 3/4, mais vous voyez que c'est assez proche sur cette année 2021. Nous disons surtout 10 % sur les deux années du rebond 2021-2022, et nous détaillons cela dans la lettre au Président de la République que je viens de lui remettre ; elle est d'ailleurs en ligne sur le site de la Banque de France. C'est une espèce de photo de l'économie française. Cela commence donc par une bonne nouvelle, un rebond très fort à la suite, nous semble-t-il, d'une gestion de la crise qui était globalement la bonne en France et en Europe, puis nous regardons les menaces. Le variant Delta n'est pas la principale menace, il faut bien le dire.

LORRAIN SENECHAL

Et y compris l'extension, par exemple, du pass sanitaire. Ça n'aura pas forcément un impact négatif.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Non. L'extension du pass sanitaire si elle entraîne une extension de la vaccination devrait même plutôt consolider la croissance, parce que la vaccination c'est la meilleure protection non seulement de nos santés mais aussi de nos emplois. C'est la clef à l'échelle française et mondiale pour avoir cette reprise économique.

LORRAIN SENECHAL

Parce que sur France info, les restaurateurs, les cinémas, les centres de loisirs nous disent que ça va faire fuir une partie de leurs clients. Ça ne va pas freiner la consommation.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je crois que c'est l'intérêt de tous en France et de tous les secteurs d'aller le plus possible vers la vaccination. Pourquoi pensons-nous que la reprise résistera à ce variant Delta ? Parce que quand on regarde dans les trimestres passés, chacune des vagues a eu de moins en moins d'effets économiques négatifs. Il faut rester vigilant bien sûr mais la clef c'est la vaccination. Il y a une autre difficulté, ce sont les difficultés d'approvisionnement mais nous pensons qu'elles sont temporaires.

LORRAIN SENECHAL

Les matières premières qui viennent à manquer.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Oui, les matières premières. À vrai dire, la principale menace sur la reprise nous semble être les difficultés de recrutement des entreprises. Il y a un chiffre que je cite dans cette lettre au Président de la République, que celui-ci a d'ailleurs repris dans son intervention lundi soir : les entreprises que nous interrogeons nous déclarent, à la Banque de France, que 44 % d'entre elles ont déjà des difficultés de recrutement alors qu'on est au tout début de cette reprise. Et là, on retrouve ce qui est

malheureusement la principale difficulté française : c'est l'insuffisance de l'offre de travail disponible, et donc il n'y a pas de réforme plus essentielle dans notre pays que celle qui augmente cette offre de travail en quantité et en qualité.

LORRAIN SENECHAL

C'est paradoxal. 8 % de chômage et pourtant on a du mal à recruter.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Absolument, vous avez raison. Ce paradoxe est inacceptable économiquement et socialement, donc c'est la priorité absolue.

LORRAIN SENECHAL

Ça s'explique comment ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il y a des problèmes de formation, c'est-à-dire que les compétences qui sont là ne sont pas forcément celles dont les entreprises ont besoin. Il y a des problèmes de travail qu'il faut rendre plus incitatif, et puis il y a un sous-emploi des jeunes et des seniors. On sait expliquer ce phénomène mais maintenant il faut s'y attaquer résolument.

LORRAIN SENECHAL

Et on a besoin de quoi en ce moment ? De bras dans la restauration ? C'est dans quels secteurs ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il y a des manques de main-d'œuvre dans certains secteurs non qualifiés, et cela devrait être assez facile d'avoir les jeunes là. Il y a aussi de temps en temps des problèmes de formation dans l'industrie ou dans certains secteurs de pointe. L'économie française n'a pas besoin aujourd'hui de dépenser davantage. Elle n'a même pas tellement besoin de plus d'investissement ; de temps en temps il faut investir mieux. Elle a besoin de plus de travail.

LORRAIN SENECHAL

Mais ça veut dire qu'on oriente mal les demandeurs d'emploi ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Cela veut dire qu'on pourrait former mieux les jeunes et parfois les adultes : c'est l'enjeu de la formation professionnelle. Cela veut dire aussi que le travail doit être rendu plus incitatif. Cela renvoie de temps en temps à des augmentations salariales et aussi à la réforme de l'assurance chômage. Et puis quand nous nous comparons aux autres pays, autant les Français en gros entre 25 et 55 ans sont autant employés qu'ailleurs, autant nous avons un sous-emploi des jeunes et des seniors. Vous savez, il y a des grands débats pour savoir ce qu'il faut faire, mais cette lettre au Président de la République dit des choses assez simples et malheureusement assez récurrentes dans l'économie. On retrouve ce qui était notre grand problème avant le Covid.

LORRAIN SENECHAL

Alors François VILLEROY de GALHAU, la Commission européenne a dévoilé hier son plan pour tendre vers la neutralité carbone en 2050. Ça aura quel impact selon vous sur les entreprises françaises ? Le secteur automobile notamment puisque les moteurs diesel et essence seront interdits en 2035 dans le plan.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il va falloir voir exactement comment ceci s'applique puisque ce sont les propositions de la Commission, mais je crois que cela va évidemment dans la bonne direction. C'est une très grande préoccupation de nos concitoyens en France et en Europe et il faut s'occuper activement de la planète. On peut regarder les menaces sur l'économie comme vous venez de le dire, mais il y a aussi des chances. Il va falloir beaucoup d'investissement, il va falloir toujours de la croissance mais une croissance verte, et il y a une loi de base : c'est que plus on s'y prend à l'avance, mieux ça se passera. Donc je crois que c'est bien de prévoir un scénario 2050. Quant à nous, c'est une des choses que je souligne dans cette lettre au Président de la République, du côté de la politique monétaire de la Banque centrale, nous allons prendre notre part à la lutte contre le changement climatique. C'est ce qu'on a appelé la revue stratégique de notre politique monétaire présentée la semaine dernière. Nous allons prendre en compte le changement climatique dans nos interventions.

LORRAIN SENECHAL

Et de quelle manière ? Ça va se traduire comment concrètement ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Nous le faisons parce que c'est notre mandat, cela contribue à la stabilité des prix qui est l'objectif qui nous est confié par les traités européens et cela veut dire un certain nombre de choses concrètes. Alors je vais essayer de ne pas être trop technique, Lorrain SENECHAL, mais d'abord dans nos modèles économiques, dans nos prévisions économiques nous devons intégrer l'effet du changement climatique. C'est un gros travail de méthode. Nous allons publier nos risques climatiques et, surtout, nous allons obliger les entreprises et les banques avec lesquelles nous travaillons à publier leurs propres risques. Et enfin, nous allons adapter nos opérations de politique monétaire - c'est là que je vais rester simple. C'est ce qu'on appelle des achats de titres ou des prises en garantie de titres : nous faisons traditionnellement une évaluation financière de la qualité de ces titres, mais nous allons faire une évaluation du risque climatique. Avec cela, croyez-moi, la Banque centrale européenne, la Banque de France vont se trouver pionnières à l'échelle mondiale. C'est vraiment un sujet où l'Europe est en avance, c'est important de le dire. On dit toujours « l'Europe est à la traîne des États-Unis et de la Chine » : sur la transition climatique, grâce à la Banque centrale, grâce à la Commission européenne hier, l'Europe a la chance d'être en avance.

LORRAIN SENECHAL

Une dernière annonce européenne, pas de la Commission cette fois-ci plutôt de la Banque centrale : la mise en place d'une monnaie numérique. Pour quoi faire d'abord, François VILLEROY de GALHAU ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

L'euro numérique ou l'e-euro dont nous avons annoncé hier un prototype – il y aura peut-être plusieurs prototypes - c'est pour marier au fond le meilleur de l'innovation privée et de la sécurité publique. L'innovation, c'est le fait que les paiements sont de plus en plus digitaux, dématérialisés. Cela, vous et moi le vivons. Ce n'est pas nouveau, simplement cela s'est beaucoup accéléré avec le Covid. Puis il y a une autre innovation, c'est la capacité à avoir des paiements intelligents - ce qu'on appelle quelquefois de la monnaie programmable, embarquer non seulement de l'argent mais des informations, des contrats, des titres etc.

C'est la possibilité ouverte par la blockchain en particulier. Simplement ces innovations viennent d'acteurs privés, cela peut poser des problèmes de solidité.

LORRAIN SENECHAL

Comme Facebook par exemple.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je ne vais pas citer de nom mais celui-là en fait partie. Cela peut poser des problèmes de solidité de cette monnaie et puis, de temps en temps, de conformité aux règles. Si on prend l'exemple du Bitcoin, tout le monde sait qu'il peut servir à des opérations de blanchiment ou de rançongiciel pour les cyber-attaques. On ajoute donc le meilleur de la sécurité publique, c'est-à-dire un euro numérique émis par la Banque centrale avec toute la solidité que cela représente, et nous allons regarder les questions auxquelles les Français sont très sensibles : la confidentialité des données, l'accessibilité à tous. Prototype pendant deux ans, décision en 2023 et ensuite, environ trois ans après, cela pourrait être appliqué.

LORRAIN SENECHAL

Donc cinq ans.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

D'ici cinq ans environ, on aura potentiellement cet euro numérique dans nos portefeuilles, sur nos cartes, sur nos mobiles. Je précise qu'on gardera les espèces bien sûr - les Français y sont attachés - et que tout cela se passera largement via les banques parce que c'est les banques qui ont le contact avec les clients et c'est ce qui sera le plus simple.

LORRAIN SENECHAL

Merci François VILLEROY de GALHAU, Gouverneur de la Banque de France, invité de France info ce matin.